

Manfred Weber : « L'Europe peut beaucoup plus »

UE Rencontre avec le candidat à la présidence de la Commission

ENTRETIEN

STRASBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Manfred Weber postule pour être le candidat du Parti populaire européen (la démocratie chrétienne), première force politique de l'Union européenne. Aujourd'hui chef de ce groupe au Parlement européen, il vise le poste de président de la Commission européenne.

La décision de la majorité de votre groupe politique et de vous-même a été déterminante dans le vote mercredi au Parlement européen d'activer une procédure de sanction envers la Hongrie. Mais cela fait huit ans que Viktor Orban a commencé à faire évoluer son régime vers une « démocratie illibérale », comme il l'appelle lui-même. Pourquoi avoir attendu si longtemps ?

Ce qui a fait basculer les choses, c'est le refus du gouvernement hongrois dirigé par M. Orban de faire des pas vers un compromis.

Mais comment pouvez-vous envisager des compromis sur les valeurs fondamentales ? Vous dites : OK, tu gardes le contrôle du système judiciaire, mais tu lâches les ONG ?

Non, il n'y a pas de compromis possible sur les valeurs de l'UE...

Pourquoi ce compromis a été possible les années précédentes ?

Sur la liberté des médias, Viviane Reding (commissaire sous Barroso, NDLR) avait formulé des demandes précises, et la Hongrie y avait consenti...

Quelles décisions de Viktor Orban

iraient vers un compromis ?

Une démocratie nécessite l'existence d'une société civile dynamique, et l'empêcher est inacceptable : il faut changer la récente loi sur les ONG et valider un accord déjà signé permettant le fonctionnement de l'Université d'Europe centrale (financée par le milliardaire George Soros, NDLR.). Mais aujourd'hui, il existe un danger systémique sur l'Etat de droit en Hongrie, et il faut clarifier cela. Mais il faut élargir la perspective : les socialistes roumains ont voté contre la procédure, ou ils sont

au pouvoir et leur gouvernement a violemment réprimé une manifestation contre la corruption à Bucarest récemment. En Slovaquie (dirigée par un gouvernement à majorité socialiste, NDLR), des journalistes m'ont dit avoir peur de pratiquer leur métier car on y a assassiné l'un d'eux. J'en appelle donc à ne pas pratiquer de politique partisane sur ces questions.

Jean-Claude Juncker nous a dit hier que s'il avait été eurodéputé, il aurait aussi voté contre la Hongrie. Or il aurait pu, comme président de la Commission, activer lui-même cette procédure de l'article 7...

La procédure est lancée, et c'est aux 28 de s'emparer maintenant du problème. Je constate que les chefs d'Etat ou de gouvernement se disputent publiquement sur ces questions, que les libéraux, le président Macron ou les Premiers ministres Michel et Bettel, se déclarent les adversaires politiques d'Orban. Mais ils ne se sont pas encore emparés de la question polonaise, qui fait pourtant l'objet de la même procédure depuis plus d'un an déjà.

On vous a entendu dire qu'il serait erroné de réduire les prochaines élections européennes à une confrontation entre démocrates pro-européens d'un côté, et populistes et extrême droite de l'autre.

J'ai 46 ans, et j'ai toujours vécu dans l'Union européenne. J'en ai assez de discuter pour décider s'il faut dire oui ou non à l'Europe. Il y a beaucoup de pays où la question ne fait d'ailleurs pas question. Parlons de la direction que doit prendre l'Europe, en quoi nous croyons, menons le débat démocratique, par exemple sur l'opportunité d'accueillir la Turquie dans l'UE. (M. Weber y est opposé, NDLR.) Si nous ne parlons que de la confrontation avec les anti-Européens, nous ne ferons que leur offrir plus de visibilité. Les citoyens voient l'Europe comme technocratique et bureaucratique. Mais il ne faut rien inventer : utilisons le système parlementaire que nous avons mis des siècles à édifier, qui fonctionne à tous les niveaux de pouvoir, à commencer par le

local, et qui doit fonctionner au niveau européen aussi. Nous avons fait un pas il y a quatre ans en lançant le processus des têtes de liste européennes pour désigner par l'élection le président de la Commission européenne...

Peu de gens l'ont perçu...

... Oui, mais cette fois-ci, l'annonce de ma candidature a fait les titres dans toute l'Europe : cela ne s'est jamais vu.

Comme président de la Commission européenne, que poursuivriez-vous de l'œuvre de la Commission Juncker, et que changeriez-vous ?

Lors des élections européennes de 2014, c'est l'austérité, le sauvetage de l'euro et les réformes qui ont été au centre du débat. Ce sont majoritairement des dirigeants PPE qui ont mené ces réformes difficiles. Ensuite, c'est sous Jean-Claude Juncker qu'on a géré différemment la crise grecque, où ce ne sont pas les technocrates, mais lui-même qui a négocié avec Alexis Tsipras. Cela, ou l'unité que nous réussissons à avoir dans la négociation du Brexit, doit créer la confiance : nous sommes capables de surmonter des crises graves.

Et sur l'avenir ?

Mon message principal et que nous avons besoin d'un nouveau contrat social en Europe. Un contrat d'équité, où chacun se sentira inclus : non comme bénéficiaire social, mais comme contributeur reconnu à la société. Autre exemple : la nouvelle économie numérique doit contribuer à une fiscalité équitable. C'est une question technique, mais qui touche à un cadre global : je ne veux pas que la classe moyenne, qui aux Etats-Unis a voté pour Trump, se sente perdue.

La rapidité de décision n'est pas précisément ce qui caractérise l'UE. Que proposez-vous de changer ?

La prochaine étape pour l'UE, ce sont les enjeux de sécurité, de défense et les affaires étrangères. La proposition de Jean-Claude Juncker de changer les mécanismes (passer aux décisions à majorité qualifiée, NDLR) sur ces questions est bienvenue. L'UE est un géant écono-

mique, mais nous devons aussi devenir un géant politique, alors que nous sommes encore un nain sur ce plan-là. Si nous étions ce géant politique, nous aurions peut-être pu éviter la tragédie syrienne. L'Europe peut faire beaucoup plus.

Le dossier de la migration est aussi un exemple où la capacité de décision de l'UE laisse à désirer. Imaginez-vous que

ce dossier ne soit politiquement pas résolu d'ici aux élections européennes de 2019 ?

Elle doit l'être d'ici là, et les chefs d'Etat ou de gouvernement portent une grande responsabilité là-dessus. Si on ne la résout pas, cela nourrira les populistes. L'Europe doit montrer qu'elle peut trouver des compromis, et je le crois possible. Tout est sur la table. Il faut renforcer la

protection des frontières ; trouver les mécanismes de solidarité, car personne ne peut dire que cette question ne le concerne pas. Et enfin il faut un plan pour l'Afrique, ce que Jean-Claude Juncker vient de présenter : l'Europe n'aura pas de futur stable si notre continent voisin vit dans le chaos. ■

**Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ**

PROFIL

Le sous-estimer serait une grave erreur

Il est jeune, inconnu du public hors de sa Bavière natale, et n'a jamais assumé de responsabilité exécutive. Au vu des critères établis (depuis 20 ans d'ex-Premiers ministres), Manfred Weber ne coche pas les cases. Et sa correction exquise, son écoute empreinte de modestie n'en donnent pas l'image d'un grand fauve qui tiendrait tête à 28 chefs d'Etat ou de gouvernement, ce qui est parfois le boulot d'un patron de Commission.

Mais ce conservateur chrétien bavarois, plus à droite que Juncker, peut taper dur dans ses sorties politiques. Et s'il a su, après dix ans comme simple eurodéputé, diriger sans vague un groupe parlementaire de 218 députés de 28 pays, le sous-estimer serait une grave erreur. Au contact de la plupart des dirigeants européens, chefs d'Etat ou patrons d'institutions européennes, Manfred Weber est installé au cœur de la complexe machinerie décisionnelle européenne. Cet homme nous dit être « en colère » de devoir justifier que le chef

de la première force parlementaire veuille être patron de son exécutif, « comme c'est le cas dans toutes les démocraties parlementaires nationales ». Décodage : les chefs d'Etat ou de gouvernement, même Angela Merkel qui a « béni » sa candidature, ont signalé qu'ils pourraient ne pas désigner comme président de Commission le « candidat tête de liste » du parti vainqueur des prochaines élections européennes... Fort du pouvoir du Parlement, il ne se laissera pas facilement évincer. (Mais si son parti bavarois dont il est vice-président prend une claque aux prochaines élections régionales et coûte sa place à son rival Markus Söder, l'appel de sa « terre » pourrait être irrésistible.) Chrétien - « un fondement de ma vie personnelle » -, Manfred Weber a frappé les esprits, notamment à gauche, lorsqu'il a lancé à Orban mercredi que « l'Europe a inventé les droits humains, pas les droits chrétiens ». Il revendique de se situer du côté du pape François, « lorsque celui-ci dit à Lampedusa que les gens doivent être sauvés, et que nous devons prendre soin des réfugiés. (...) C'est aussi une valeur chrétienne. »

J.K.Z.